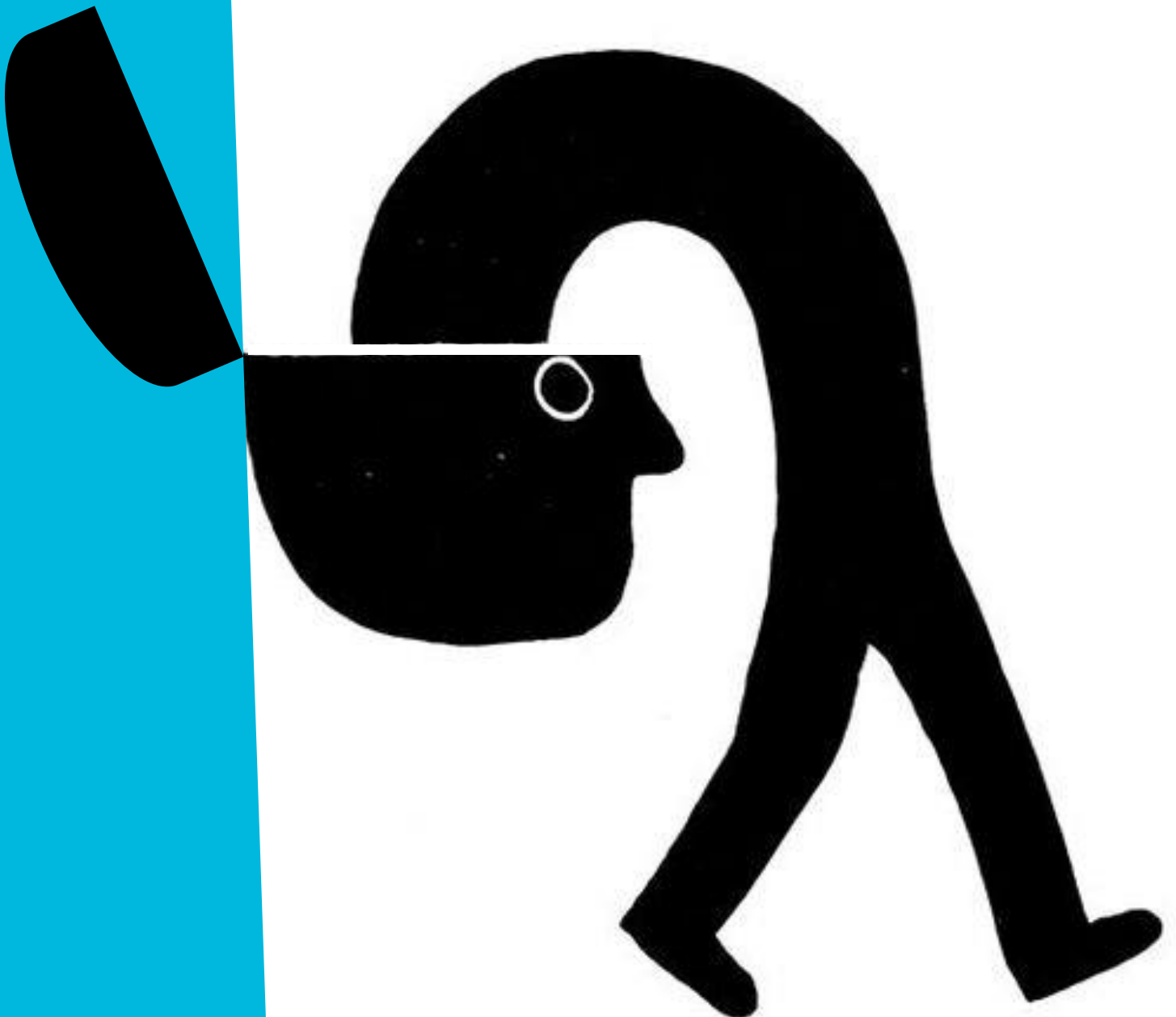


# **TRANS(DÉ)FORMATION**

## **POURQUOI LES TRANSITIONS N'AVANCENT PAS PLUS VITE ?**

**Bernard LEMOULT**

Directeur de recherche, IMT Atlantique





# SOMMAIRE

- I. RICHARD NIXON, UN LANCEUR D'ALERTE ECOLOGISTE ? ..... 5**
- II. CLIMAT, AVONS-NOUS LE CHOIX DU NOMBRE DE DEGRES EN PLUS ? 9**
- III. PEUT-ON (VRAIMENT) DECARBONER NOTRE ECONOMIE ? .... 15**
- IV. EXCENTRICITE ET FROTTEMENT, A LA BASE DES PROGRES SOCIETAUX ? 21**
- V. AU FINAL, QUELS SONT LES PRINCIPAUX FREINS ? ..... 27**

Ce livret est une compilation de cinq articles parus en septembre 2022, sur les questions climatiques et de transitions sociétales. L'objectif est de faciliter, pour le plus grand nombre, la compréhension des enjeux dont nous entendons parler dans les médias, souvent de manière parcellaire et superficielle.

Chacun.e est invité.e à se saisir de cette approche documentée pour y réfléchir, en discuter, la questionner, aller plus loin et agir.

Ne soyons pas spectateur de cette « tragédie bien annoncée ».

À toi, à nous, aux autres



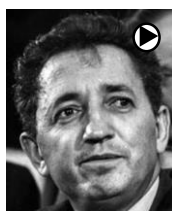
## I. RICHARD NIXON, UN LANCEUR D'ALERTE ECOLOGISTE ?

Chacun.e d'entre nous connaît sans doute des personnalités lanceurs d'alertes en matière d'écologie.

Parmi elles, on peut citer Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, tenant des propos alors inaudibles sur la croissance en juin 1972, il y a 50 ans.

En même temps, sortait le rapport dit Meadows sur « *les limites de la croissance* »<sup>1</sup>, véritable référence encore aujourd'hui.

A la présidentielle française de 1974, René Dumont, 1er candidat écologiste<sup>2</sup>, s'était fait moqué de lui avec son verre d'eau en guise d'alerte sur cette ressource qui manquerait un jour.



Edmond Maire (1)



Denis Meadows



René Dumont

(1) <https://imtcast.imt.fr/video/3372-edmond-maire-1972/?autoplay=true>

Au sommet de la terre à Rio en 1992, Severn Suzuki, alors âgée de 12 ans, interpellait les conférenciers en session plénière. Elle était ovationnée.

Plus de 25 ans après, en décembre 2018 à la COP 24, Greta Thunberg, âgée de 15 ans, prononçait quasiment les mêmes mots. Mais l'indignation avait visiblement fait place à la colère.

---

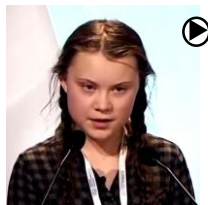
<sup>1</sup> *Les limites de la croissance*, Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers, Rue de l'échiquier, 2012

<sup>2</sup> René Dumont a obtenu 1,1 % des inscrits avec près de 16 % d'abstention

Et s'il fallait en citer un dernier, évoquons en août 2018 l'annonce pathétique de Nicolas Hulot sur sa démission du gouvernement.



Severn Suzuki (2)



Greta Thunberg (3)



Nicolas Hulot (4)

(2) <https://imtcas.timt.fr/video/3370-severn-suzuki-1992/?autoplay=true>

(3) <https://imtcas.timt.fr/video/3371-greta-thunberg-2018/?autoplay=true>

(4) <https://imtcas.timt.fr/video/3369-nicolas-hulot-aout-2018/?autoplay=true>

« *Oui mais quand même* » diront certain.es, ces personnalités sont toutes militantes : syndicaliste, universitaire, écologistes, adolescentes. « *Ce n'est pas très crédible !* »

Allons alors chercher quelqu'un de « *sérieux* » qui, à première vue, n'a rien d'un écologiste, Richard Nixon. Président des Etats-Unis de 1969 à 1974, républicain, il est notamment connu pour sa décision en début de mandat de renforcer l'implication des Etats-Unis dans la guerre au Vietnam, pour son aide au coup d'Etat au Chili en 1973 et pour l'affaire du Watergate qui conduira à sa démission en 1974.

Écoutons ce qu'a dit Richard Nixon lors de sa déclaration de l'Etat de l'Union, en janvier 1970 devant les membres de la chambre des représentants et du sénat.



<https://imtcas.timt.fr/video/2468-richard-nixon-janvier-1970/?autoplay=true>

Cette déclaration en étonnera sans doute plus d'un.e, mais elle ne fait que traduire une situation aux Etats-Unis, à la fin des années 60, où les préoccupations environnementales ont trouvé des débouchés politiques : « *Clean Air Act* » en 1963, « *Water Quality Act* » en 1965, « *Solid Waste Disposal Act* » en 1965, « *Endangered Species Preservation Act* » en 1966,

« *Air Quality Act* » en 1967, « *National Environmental Policy Act* » en 1969, « *Federal Environmental Pesticide Control Act* » en 1972...

Le premier choc pétrolier débute en 1973 à la suite du pic de production de pétrole des États-Unis et de l'abandon des accords de Bretton-Woods. Il a eu pour effet une forte dévalorisation du dollar et donc des cours du pétrole. La crise économique induite est souvent associée à ce choc, avec la déclaration d'embargo de l'OPEP qui a accéléré la hausse de prix du baril dans le contexte de la guerre du Kippour. D'octobre 1973 (date traditionnellement retenue pour le début de la crise) à mars 1974, le prix du baril passe ainsi de 2,6 à 11,7 \$ (+ 350 %).

Depuis, la préoccupation de l'accès aux énergies fossiles est au cœur de la géopolitique américaine et le « *grand virage* » proposé par Richard Nixon n'a pas eu lieu. Plus de cinquante ans après, ce discours n'a jamais été autant d'actualité. Mais le temps a passé, et nous sommes désormais au pied du mur, dans une phase d'irréversibilités en matière de climat<sup>3</sup> et de biodiversité<sup>4</sup>.

Faut-il un nouveau lanceur, non pas d'alerte puisque l'alarme est déclenchée par le GIEC depuis plusieurs années, mais de projet politique à la hauteur des enjeux ?

Richard Nixon cochant pourtant toutes les cases de la « *normalité sociale* » pour être entendu ...

On en reparle ?

---

<sup>3</sup> Pour la communauté scientifique internationale (GIEC, Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), une augmentation de 3°C d'ici la fin du siècle est quasi-actée compte tenu du niveau d'engagement des États. Les actions à mener sont pour éviter les degrés supplémentaires

<sup>4</sup> L'IPBES (l'équivalent du GIEC pour la biodiversité) considère que nous sommes au début d'une sixième extinction, mais que nous pouvons encore réagir





## II. CLIMAT, AVONS-NOUS LE CHOIX DU NOMBRE DE DEGRES EN PLUS ?

Parmi les raisons de l'inaction face à l'ampleur des changements climatiques en cours, il y a le déficit de compréhension de la situation actuelle, et donc la question de la connaissance. C'est vrai pour nombre de nos responsables politiques en charge de préparer l'avenir de la société, mais c'est vrai également pour beaucoup d'entre nous. Alors essayons, en quelques lignes, d'en partager quelques points clés.

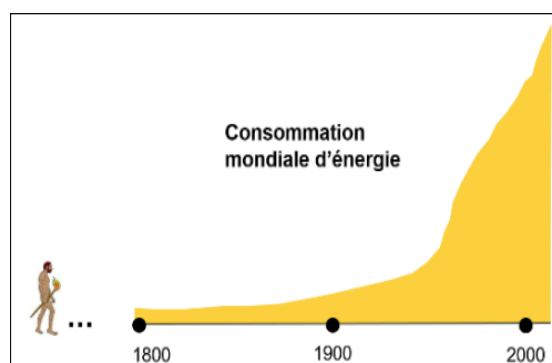
### REJOUISSONS-NOUS !

Commençons d'abord par souligner la place de l'énergie dans nos sociétés, dans nos modes de vie. L'invention de la machine à vapeur, au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle, a été le starter d'une période incroyable d'inventions et d'innovations, scientifiques et techniques, basées sur différentes énergies : charbon au XIX<sup>ème</sup> siècle, pétrole, gaz naturel et uranium au XX<sup>ème</sup> siècle, énergies renouvelables au XXI<sup>ème</sup> siècle (c'est du moins ce qui se dessine).

Cette maîtrise et démultiplication de l'énergie au cours de ces 200 dernières années ont conduit à des avancées considérables dans différents domaines : optique, médecine, biologie, chimie, matériaux, numérique, électronique, espace...

Ces progrès technologiques ont ainsi permis, par exemple, de réduire la mortalité infantile et d'augmenter l'espérance de vie, conduisant la population mondiale à passer d'1 milliard en 1800 à 1,7 en 1900, 6 en 2000 et 8 milliards fin 2022.

La très forte augmentation mondiale de consommation d'énergie (voir ci-contre), en particulier après la seconde guerre mondiale, s'explique



bien sûr par cette augmentation de population. Mais c'est aussi et surtout du fait de la multiplication des biens de consommation (nécessitant de l'énergie à la production et à l'usage) : voiture, avion, chauffage, ciment, smartphone, informatique ...

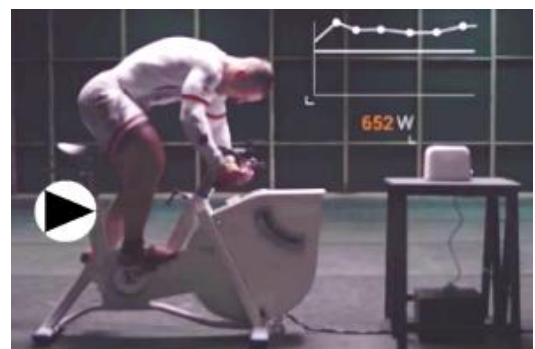
Au fil des années, nos modes de vie s'en sont trouvés facilités, plus agréables, sur le plan professionnel comme sur celui du personnel ou du familial. Vous en doutez ? Alors comparez notre situation avec celle de nos anciens. Et n'oublions surtout pas les mouvements sociaux qui ont permis de bâtir le système de protection sociale dont nous bénéficions aujourd'hui. Bref, au regard du passé, osons dire qu'il fait bon vivre dans nos sociétés dites modernes, réjouissons-nous ! Du moins pour celles et ceux qui font partie des 20 % de la population mondiale qui vivent dans ces pays, les 80 % restants souhaitant également accéder à ce « *bien vivre* ».

C'est tout à fait légitime, mais ...

### **... MAIS D'ABORD QU'EST-CE QUE L'ENERGIE ?**

L'énergie est une affaire à la fois très concrète par ses effets (éclairage, chaleur, électricité ...) et très abstraite si nous avons à l'expliquer simplement. Passons par une analogie pour mesurer ce qu'elle représente.

Robert Forstman, champion du monde de vitesse sur piste en 2010, s'est prêté à l'exercice de produire sa propre électricité, avec une dynamo installée sur son vélo, pour griller une tranche de pain de mie placée dans un grille-pain.



<https://imtcast.imt.fr/video/3378-cycliste-robert-forstman/?autoplay=true>

Regardons la vidéo et imaginons l'effort que nous aurions à faire tous les matins si nous ne disposions pas d'une prise de courant ou du gaz naturel.

Autre exemple, vous souhaitez faire cuire un poulet avec un four électrique de 1 000 W alimenté par des dynamos installées sur des vélos. Il vous faudra alors environ 15 personnes qui pédaleront (ou se relaieront) pendant une heure. Avec la récurrence de vos besoins, vous allez devoir embaucher ces 15 personnes à environ 12 €/h (charges sociales incluses). La cuisson du poulet vous coûtera donc 180 €, sans compter son achat. Avec une prise de courant ou du gaz naturel, vous ne paierez qu'environ 15 c€ (du moins avant les évolutions tarifaires de 2022). Et ce qui est vrai pour le poulet l'est pour tous nos modes de vie. Et si nous devions faire le compte de toutes les personnes nécessaires à la production d'énergie humaine pour satisfaire nos modes de vie, il faudrait environ 400 à 500 « *équivalent-esclaves* »<sup>5</sup>, toute l'année, 24h/24h. Même les romains n'en disposaient pas autant. Ces exemples nous aident à mesurer l'importance de l'énergie dans notre vie de tous les jours, l'actualité géopolitique également.

## **ALORS OU EST LE PROBLEME ?**

Chaque année, environ 80% de l'énergie mondiale consommée provient de ressources fossiles -charbon, pétrole, gaz naturel- qui ont mis plus de 100 millions d'années à se former, principalement par dégradation de la biomasse. Avec la combustion de ces ressources, nous libérons instantanément le carbone qu'ils contiennent, sous forme de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>). Libéré en quantité croissante depuis près de 200 ans, il renforce l'effet de serre<sup>6</sup> et provoque une augmentation de la

---

<sup>5</sup> [Combien suis-je esclavagiste ?](#) Jean-Marc Jancovivi, mai 2005 actualisé en 2013

<sup>6</sup> En plus du CO<sub>2</sub> émis par la combustion des ressources fossiles pour produire de l'énergie, s'ajoute également le méthane (CH<sub>4</sub>) dû principalement à la fermentation entérique des animaux, aux déjections animales, aux décharges, aux changements d'usages des terres ...

température sur l'ensemble de la planète (les gaz ne connaissent pas les frontières).

Depuis une trentaine d'années, la communauté scientifique internationale, à travers le GIEC<sup>7</sup>, « *fournit des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade.* ».

Pour celles et ceux qui croient encore à la science, les conclusions du GIEC<sup>8</sup> sont sans appel :

- Les activités humaines (combustion des énergies fossiles, agriculture) sont principalement à l'origine des changements climatiques ;
- Le réchauffement climatique atteint déjà + 1,1°C par rapport à la période pré-industrielle, avec des écarts entre les mers (+ 0,9°C) et les terres (+ 1,6°C), et avec des différences à venir très importantes suivant les continents ;
- La cible (COP 21) de + 1,5°C devrait être dépassée d'ici 2040 et celle de + 2°C avant 2100, avec des conséquences sur l'accès à l'eau potable, à l'alimentation ... Or, le niveau actuel d'engagement des Etats à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre conduit à un niveau d'au moins + 3°C ;
- Le GIEC estime qu'au-delà de + 2°C nous pourrions entrer dans des zones de ruptures climatiques, avec des phénomènes d'emballement comme celui par exemple lié au permafrost ;
- Jamais, dans l'histoire de l'humanité, une telle augmentation n'a eu

---

<sup>7</sup> Le [Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat](#) (GIEC ou IPCC en anglais) a été créé en 1988

<sup>8</sup> Le lecteur pourra se rapporter aux documents originaux (ou leur traduction en français), mais peu accessibles à tous en terme de compréhension. Ex : [documents traduits et résumés par le CITEPA](#)

lieu en un temps aussi court, en moins d'un siècle. La question de la capacité d'adaptation de la biodiversité et des sociétés humaines est donc clairement posée ;

- Les décisions d'aujourd'hui ne permettront pas de revenir à la situation antérieure, les phénomènes sont en effet irréversibles à l'échelle de nombreuses générations. En revanche, des décisions sont indispensables à prendre pour éviter les degrés supplémentaires (+ 2°C, + 3°C, + 4°C ...), pour lesquels les « surprises climatiques » rendront la planète invivable pour de nombreuses régions sur terre.

... et les questions de biodiversité, de ressources naturelles (eau potable, métaux...) sont au même niveau de criticité.

## **NOUS SAVONS, ALORS POURQUOI ... ?**

Après avoir été mis à l'agenda politique il y a plus de 50 ans<sup>9</sup>, les questions écologiques sont désormais posées de manière prégnante. Les responsables politiques savent pourtant lire, ont reçu une éducation, ne sont pas démunis de bon sens, ont le souci de l'intérêt général, sont des citoyens, des parents ... La plupart d'entre nous également. Alors comment se fait-il que nous « *assistions, globalement les uns et les autres, à la gestation d'une tragédie bien annoncée, dans une forme d'indifférence* »<sup>10</sup> ?

La raison ne suffirait-elle pas pour agir ?

On en reparle ?

---

<sup>9</sup> [Richard Nixon, un lanceur d'alerte écologiste ?](#) Bernard Lemoult, article 1/5, août 2022

<sup>10</sup> Extrait de l'annonce de Nicolas Hulot sur sa démission du gouvernement, France Inter, août 2018



### III. PEUT-ON (VRAIMENT) DECARBONER NOTRE ECONOMIE ?

Qui n'a pas lu ou entendu dire qu'il fallait changer de modèle de développement, changer de paradigme, que notre système nous menait dans le mur, qu'il était à bout de souffle... ? Les arguments avancés, souvent abordés de manière thématique (climat, ressources naturelles, biodiversité, inégalités...), ne permettent pas à eux-seuls de justifier ces propos car pris séparément. Essayons alors une approche plus systémique.

Partons de l'hypothèse de la recherche d'un développement basé sur le « *bien-vivre entre nous* » les humains, ainsi que sur « *l'harmonie entre les humains et les non-humains* ». Prenons alors les deux indicateurs<sup>11</sup> qui caractérisent le mieux ces deux visées : l'Indicateur de Développement Humain et l'Empreinte Ecologique.

**L'indice de développement humain (IDH)**, créé par le PNUD en 1990, se fonde sur trois critères : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation des enfants de 17 ans et plus. Le PIB par habitant seul n'évalue en effet que la production économique et ne donne pas d'information sur le bien-être individuel ou collectif. L'IDH est compris entre 0 et 1 (excellent).

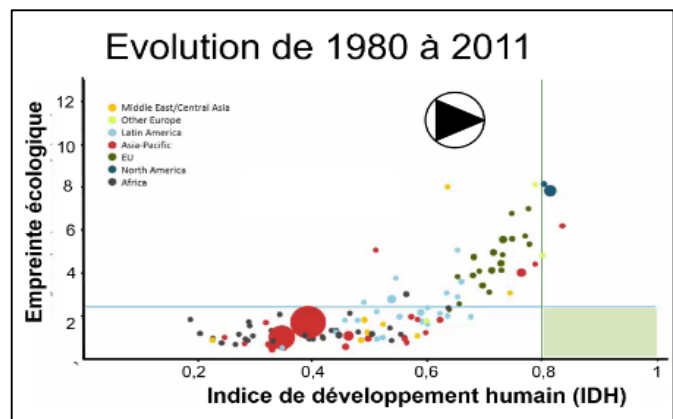
L'indice de développement humain est constitué d'un « panier » d'indicateurs (niveau de vie, santé et éducation). A noter qu'en 2010 a été ajouté le critère des inégalités (IDHI).

**L'empreinte écologique** est un indicateur qui comptabilise la pression exercée par les humains sur les ressources naturelles et les « services écologiques » fournis par la Nature. Elle mesure les surfaces alimentaires productives de terres et d'eau nécessaires pour produire les ressources qu'un individu, une population ou une activité consomme et pour absorber les déchets générés, y compris les émissions de gaz à effet de serre.

L'empreinte écologique mérite d'être clarifiée car son unité, en hectares globaux par habitant, n'est pas facile à comprendre. On peut traduire cet indicateur de manière plus pédagogique en « jour du dépassement »<sup>12</sup>, jour à partir duquel l'humanité a consommé les ressources que la terre peut régénérer en un an. On peut également prendre le nombre de planètes Terre qu'il nous faudrait pour consommer ces ressources. Rappelons à l'occasion que nous ne disposons que d'une Terre !

La vidéo ci-après illustre, de 1980 à 2011 pour chaque pays<sup>13</sup>, l'évolution croisée de ces deux indicateurs : Empreinte Ecologique versus IDH.

*A noter que la taille d'un cercle est proportionnelle au nombre d'habitants du pays concerné. A noter également la zone verte en bas à droite, zone dans laquelle nous devrions tous évoluer.*



<https://imtcast.imt.fr/video/3375-evolution-ee-idh/?autoplay=true>

Dans cette zone verte, l'IDH y est supérieur à 0,8, valeur à partir de laquelle le « bien vivre » (niveau de vie, santé, éducation) est considéré être satisfaisant, et l'empreinte écologique reste dans les limites de notre planète.

Si nous pouvons nous réjouir de l'augmentation de l'IDH mondial passé de 0,6 en 1990 à 0,74 en 2020, il n'en est pas de même pour l'empreinte

---

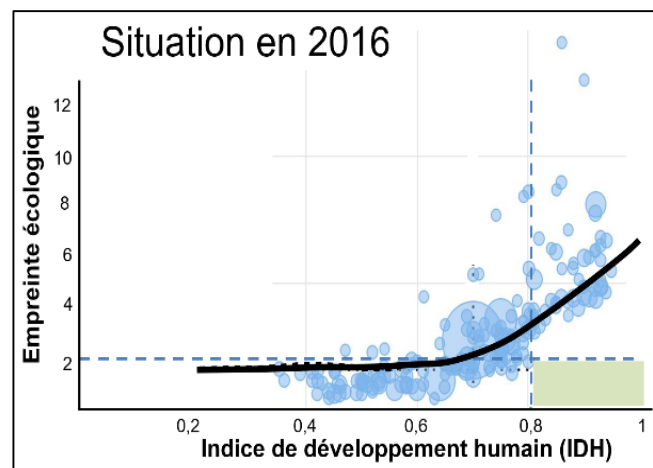
<sup>12</sup> Il s'agit du jour à partir duquel nous avons pêché plus de poissons, abattu plus d'arbres, construit et cultivé sur plus de terres que ce que la nature peut nous procurer au cours d'une année. C'est également le moment où nos émissions de gaz à effet de serre auront été plus importantes que ce que nos océans et nos forêts peuvent absorber. En 2022, ce jour était le 28 juillet pour l'humanité.

<sup>13</sup> Basé sur les travaux d'Aurélien Boutaud. Voir [L'empreinte écologique](#), Aurélien Boutaud et Natacha Gondran, La Découverte, 2009



écologique. Plus le progrès social avance (niveau de vie, santé et éducation), plus il nécessite des ressources naturelles. En 1970, il fallait une Terre pour assurer les « besoins » des humains. Il en fallait 1,5 en 2011 et 1,7 en 2021. Et si chacun vivait comme un.e français.e, il faudrait, toujours en 2021, 2,9 Terre (4,8 Terre pour un.e américain.e). Est-ce bien raisonnable ?

En observant la trajectoire moyenne du développement des pays, de 1980 à 2016 (à défaut de disposer des années suivantes), se dessine alors une courbe (en noire ci-contre) qui caractérise notre modèle de développement.



Il est clair que cette trajectoire ne rejoint pas la zone dite compatible avec les limites physiques de notre planète. Aucun pays ne s'y trouve<sup>14</sup>.

Nous pouvons dire alors que « *ce modèle de développement est incompatible avec l'avenir* », et ce n'est pas de l'idéologie que de poser ce constat qui peut être difficile à accepter.

Certains responsables politiques, comme Richard Nixon en 1970<sup>15</sup> pour ne citer que lui, nous avait alerté sur la situation. Mais nous n'avons rien

---

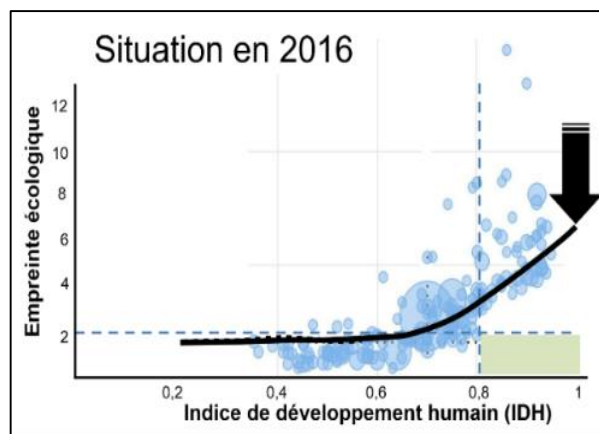
<sup>14</sup> En 2011, un seul pays était dans cette zone : Cuba. Du fait de l'embargo des Etats-Unis, ce pays a développé une économie de réparation, de réutilisation, de recyclage, de « débrouille » à faible impact sur son environnement. Doté par ailleurs d'un système de santé et d'éducation reconnu, l'IDH de Cuba dépassait alors la valeur de 0,8. Cependant, ces indicateurs ne disent rien du système politique

<sup>15</sup> [Richard Nixon, un lanceur d'alerte écologiste ?](#) Bernard Lemoult, article 1/5, août 2022

fait. Aujourd'hui, les conséquences de l'inaction se font de plus en plus sentir, et ça ne fait que commencer<sup>16</sup> : phénomènes climatiques extrêmes, impacts sur l'agriculture, réfugiés climatiques, chute de la biodiversité, épuisement de ressources naturelles comme l'eau et les métaux... Et ce sont toujours les mêmes qui vont en subir les conséquences, les plus pauvres.

Les gouvernements commencent seulement à (ré)agir avec une stratégie qui consiste principalement à décarboner l'économie et à développer l'économie circulaire. Ils visent une « croissance verte ».

Sans changer fondamentalement notre modèle de développement, il s'agit alors d'abaisser la trajectoire (en noir, figure ci-contre) afin de rejoindre la zone des limites physiques de la planète, tout en maintenant ce « bien vivre » auquel nous tenons. Logique non ?



Mais est-ce possible socialement et techniquement, avec nos modes actuels de production et de consommation ? Est-ce possible dans le « temps qu'il reste » comme nous le rappelle régulièrement le GIEC ? Est-ce possible sans interroger certains fondamentaux de notre modèle de développement comme la finance, la publicité, les envies, la concurrence débridée, la propriété, la loi de l'offre et de la demande pour ne citer qu'eux ? Est-ce possible, dans un cadre de justice sociale, sans une certaine reconfiguration des « briques de base » de nos sociétés ?

---

<sup>16</sup> [Climat, avons-nous le choix du nombre de degrés en plus ?](#) Bernard Lemoult, article 2/5, septembre 2022

Après les deux premiers articles de culture générale, sans doute plutôt consensuels, on commence ici à « *entrer dans le dur* » avec des questions qui nous touchent directement. A ce stade, ne faudrait-il pas commencer à s'interroger sur nos représentations, nos certitudes, fortement ancrées dans nos inconscients individuels et collectifs ?

On en reparle ?



#### IV. EXCENTRICITE ET FROTTEMENT, A LA BASE DES PROGRES SOCIETAUX ?

Face aux enjeux auxquels nous sommes confrontés (phénomènes climatiques extrêmes, chute de la biodiversité, raréfaction des ressources naturelles –eau, métaux...-, pour ne citer qu’eux), nous savons désormais que devons transformer nos sociétés en profondeur. En effet, le problème n’est pas à l’échelle de « *fermer le robinet quand on se lave les dents* », de « *mettre un pull pour moins chauffer* » ou de « *débrancher nos appareils en veille* », même s’il faut le faire. Comme nous l’entendons de plus en plus souvent, il nous faut « *changer de paradigme* », « *engager des transformations radicales* »..., tous ces mots qui bousculent notre zone de confort et que nous n’aimons pas entendre.

Mais comment « imaginer demain » en partant de nos représentations, de nos certitudes, voire de nos croyances d’aujourd’hui ? « *Comment peut-on résoudre un problème avec le même mode de pensées qui l’a créé ?* » aurait dit Albert Einstein. Depuis notre enfance, nous intégrons des représentations collectives<sup>17</sup>, des normes sociales qui s’ancrent progressivement dans notre inconscient, la plupart du temps « *à l’insu de notre plein gré* ». Et à des questions face auxquelles nous avons du mal à argumenter, nous aurions tendance à répondre « *c’est normal, c’est comme ça...* ». Et nous le dirions avec évidence, sincérité, conviction, mais sans savoir vraiment dire pourquoi.

L’ensemble de ces représentations collectives forme ce que nous pourrions appeler « le système » qui nous permet de vivre ensemble en

---

<sup>17</sup> Emile Durkheim (1858-1917), sociologue français considéré comme l’un des fondateurs de la sociologie moderne, *Représentations individuelles et représentations collectives*, Revue de Métaphysique et de Morale, tome VI, mai 1898

société. Il est composé de règles communes que la grande majorité d'entre nous avons adoptées, acceptées, intégrées. Nous baignons ainsi dans une « normalité » et nous la nourrissons qu'on le veuille ou non, consciemment ou non, avec envie ou à regret.

Mais « à chaque époque sa normalité » pourrait-on dire. Ce que nous considérons aujourd'hui comme inconcevable, voire insupportable, constituait pourtant la « normalité » du passé. Les exemples sont nombreux, qu'il s'agisse de l'esclavage, du travail des enfants, du droit des femmes...

*« Les hommes ont été donnés par la nature au gouvernement. Il s'en est chargé sous la promesse de les occuper et de les nourrir. Le gouvernement a pris un engagement sacré avec la nature, il serait affreux de le rompre »*

Chambre de commerce de Nantes, 1814.

*« L'emploi des enfants est d'une nécessité absolue et la question de leur admission en général en serait une de vie ou de mort pour nos fabriques. [...] Dans les tissages et les imprimeries, leur fatigue se borne à exercer debout un mouvement constamment répété, ce travail n'est généralement ni fatigant, ni gênant [...] »*

Chambre de commerce de Mulhouse, 1837.

*« Plus que pour manier le bulletin de vote, les mains de femmes sont faites pour être baisées... Séduire et être mère, c'est pour cela qu'est faite la femme [...] »*

Alexandre Bérard, vice-président du Sénat de 1919 à 1923

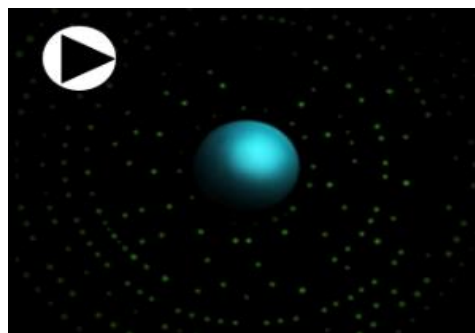
Faire évoluer nos représentations collectives demande du temps, souvent du temps long, et surtout des « excentriques » comme aime à

les appeler Jaime Serra<sup>18</sup>. Nous connaissons souvent leur nom, comme Martin Luther King, Mahatma Gandhi, Nelson Mandela ..., mais pas celui des héros inconnus qui y ont contribué, souvent sur plusieurs générations. Ces nouvelles représentations sont alors qualifiées d'avancées sociales, mais elles peuvent aussi constituer des régressions comme celles de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

## COMMENT ÉMERGENT LES INNOVATIONS SOCIALES ?

Cette question est assez bien documentée par de nombreux ouvrages et études, mais faisons le choix d'en simplifier l'approche en partant de l'animation infographique et pédagogique (ci-après) de Jaime Serra.

*A la recherche d'un équilibre vital, le « système » va souvent commencer à s'opposer aux « excentriques » quels qu'ils soient, à les maîtriser (parfois à raison car ils ne sont pas tous « gentils »).*



<https://imtcas.t.imt.fr/video/3403-les-excentriques/?autoplay=true>

Si le « frottement » déstabilisateur des « normaux » prend de l'ampleur, alors le « système » va alors décider « d'absorber » progressivement ces innovations sociales. Elles s'institutionnalisent. L'excentricité devient normalité.

Les grandes évolutions sociales prennent donc leur source, la plupart du temps, en dehors du « système » qui est garant de la « normalité ».

Dans une approche systémique, comment alors imaginer un changement de paradigme, des transformations radicales auxquelles

---

<sup>18</sup> Artiste et journaliste, Jaime SERRA est directeur artistique au quotidien catalan La Vanguardia, dans lequel il publie chaque semaine une chronique sous forme d'infographie

nous sommes confrontées si nous n'interrogeons pas la « normalité » d'aujourd'hui ? Nos descendants ne porteront-ils pas un regard sévère (pour ne pas dire plus) sur le référentiel de notre époque, comme nous le faisons parfois avec celui de nos aînés ?

Cet exercice de « mise en interrogation » est particulièrement difficile car il vient bousculer, au plus profond de nous-même, des certitudes que nous pensons vérités. Le travail consiste entre autre à oser interroger les « briques de base » qui structurent notre modèle de développement, notre « système ». Ces questions, impertinentes pour beaucoup d'entre nous, insupportables pour d'autres, commencent souvent par « est-il normal » par exemple :

- que la finance ne serve pas uniquement l'économie réelle ?
- que la loi implicite de « l'offre et la demande » détermine le prix ?
- qu'il n'y ait pas un revenu de base pour tous ... et un revenu maximum ?
- qu'une heure travaillée ne soit pas rémunérée pareil, que l'on soit ouvrier ou cadre ?
- que la propriété ne soit pas uniquement limitée à l'usage ?
- d'hériter financièrement de ses parents ?
- que les règles électorales ne permettent pas de voter par pondération pour différents candidats ?
- de parler de « ressources » naturelles, et même de Nature ?
- de toujours obéir à la loi ?
- ...

En cette période d'irréversibilités climatiques et de biodiversité, n'est-il pas indispensable de se poser ces questions (et d'autres), individuellement et collectivement, d'échanger et d'argumenter ? Et surtout soyons bienveillant.es envers les « excentriques » d'aujourd'hui.



Souvenons-nous des propos de Michel Serres<sup>19</sup> en mars 2019, juste avant de nous quitter : « *Mon métier est l'histoire des sciences. J'ai beaucoup travaillé l'histoire des inventeurs. Qu'est-ce qu'un inventeur ? C'est très simple, c'est quelqu'un qui désobéit. Il n'est plus dans le paradigme précédent, il fait un pas de côté et il invente quelque chose. Alors personne le croit bien entendu. Mais il paie le prix en n'étant pas cru. Il a désobéi* ».

Oser faire un pas de côté, tout un programme !

On en reparle ?

---

<sup>19</sup> Michel Serres, philosophe et historien des sciences, a été membre de l'Académie française et de l'Académie européenne des sciences et des arts. Il a publié des ouvrages faisant autorité en matière d'histoire des sciences, philosophie des sciences et épistémologie. Michel Serres est décédé le 1<sup>er</sup> juin 2019



## V. AU FINAL, QUELS SONT LES PRINCIPAUX FREINS ?

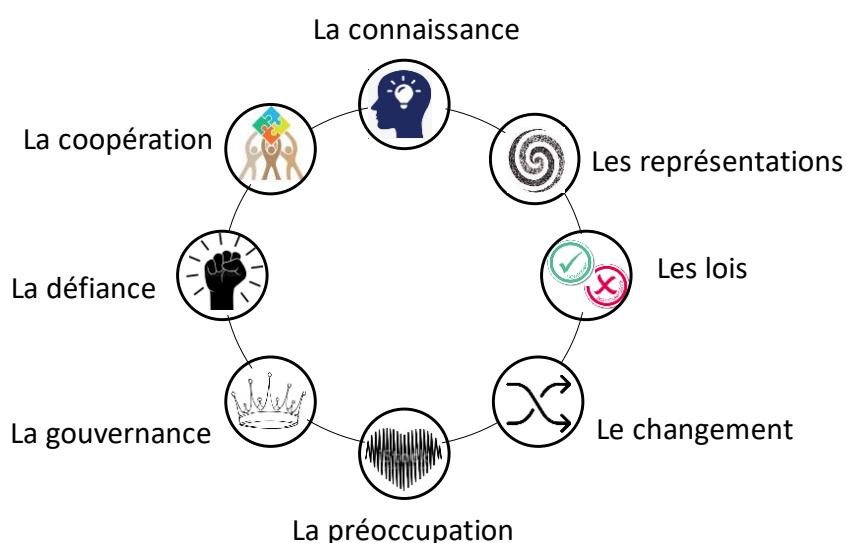
On connaît désormais le niveau d'urgence à répondre aux enjeux sociétaux (changements climatiques, perte de biodiversité, raréfaction des ressources naturelles...).

Pourtant, du côté des Etats, les réponses structurelles (infrastructures, organisations, lois...) tardent à venir. Du côté des individus, et même si leur contribution est limitée à environ 25 %<sup>20</sup> de la baisse de l'empreinte carbone à réaliser, du fait de l'absence d'évolutions structurelles, les changements de pratiques sont timides et lents. On pourrait pourtant changer d'alimentation, changer de fournisseur d'énergie, changer de banque, changer de modes de transport, changer d'habitat... du moins pour celles et ceux qui le peuvent.

### COMMENT SE FAIT-IL ALORS

#### QUE LES TRANSITIONS N'AVANCENT PAS PLUS VITE ?

Sans prétention d'exhaustivité, explorons 8 facteurs clés (voir schéma ci-après), le plus souvent interdépendants, pour comprendre les freins et progresser sur les leviers des transformations à engager.



<sup>20</sup> [Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'Etat face à l'urgence climatique](#), César Dugast et Alexia Soyeux, Carbone 4, juin 2019

Il s'agit de la « connaissance », des « représentations », des « lois », du « changement », de la « préoccupation », de la « gouvernance », de la « défiance » et enfin de la « coopération ».

Examinons chacun de ces facteurs.



## LA CONNAISSANCE

Dans les propos des uns et des autres (surtout des autres disent les uns), il n'est pas rare d'entendre des approximations, voire des contre-vérités. On n'est pas loin de la « *conversation du café du commerce* », même si par ailleurs celle-ci est bien sympathique ! Or, il importe de savoir de quoi on parle et donc de (re)lire les articles déjà publiés (ou d'autres) avant d'aller plus loin : comprendre la place de l'énergie dans nos sociétés ainsi que la situation climatique actuelle et à venir<sup>21</sup>, savoir que nous réagissons très tardivement<sup>22</sup> et enfin comprendre l'origine structurelle du problème<sup>23</sup>. Pour peu qu'on croit encore à la science, cette phase peut aller assez vite. C'est ce qu'on pourrait appeler la « prise de conscience documentée ».



## LES REPRESENTATIONS

En réponse à ces enjeux considérables, on mesure alors le niveau de transformation radicale qu'il faut engager. Or, ce ne sera possible que si on va au-delà de nos modes de pensées actuelles. Aussi, l'article sur les représentations<sup>24</sup> nous invite à prendre du recul par rapport à la

---

<sup>21</sup> [Climat, avons-nous le choix du nombre de degrés en plus ?](#) Bernard Lemoult, septembre 2022

<sup>22</sup> [Richard Nixon, un lanceur d'alerte écologiste ?](#) Bernard Lemoult, août 2022

<sup>23</sup> [Peut-on \(vraiment\) décarboner notre économie ?](#) Bernard Lemoult, sept. 2022

<sup>24</sup> [Excentricité et frottement, à la base des progrès sociétaux ?](#) Bernard Lemoult, septembre 2022

« normalité » dans laquelle nous évoluons. Il souligne l'importance de la présence d'« excentriques et de frottement » pour une démocratie vivante, ce qui n'est pas toujours sans risque. Il conclue sur une série de questions (sans doute impertinentes pour beaucoup) à se poser pour aider à changer (ou non) de paradigme. Mais ces changements de représentations se déroulent souvent sur du temps long.



## LES LOIS

Une loi, une installation (existante ou en projet) ou encore une disposition réglementaire peut ouvrir sur du « frottement », qu'il s'agisse de manifestations, d'actions en justice ou de désobéissance civile...

Elle peut en effet être vue :

- **Comme une régression voire comme une injustice.** Dans le domaine socio-écologique, c'est le cas par exemple aujourd'hui des « Grands Projets » considérés par leurs opposants comme « Inutiles et Imposés » (GPII) : bassines, surfparks, aéroports, fermes-usines...<sup>25</sup>. On peut citer également les produits phytosanitaires dont le glyphosate, les « véhicules utilitaires de sport » (SUV)... ;
- **Comme un progrès, à la hauteur des enjeux sociétaux,** mais dont les engagements pris ne sont pas (toujours) tenus. Dans le domaine énergie-climat, c'est le cas par exemple des nombreuses lois et décrets<sup>26</sup> qui conduisent alors à des actions en justice contre l'Etat

---

<sup>25</sup> [La carte des luttes contre les grands projets inutiles](#), Reporterre, mai 2022

<sup>26</sup> Sur les questions énergie-climat, on peut citer par exemple la [loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005](#) et plus récemment, la [loi n° 2009-967 du 3 août 2009](#), la [loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010](#), la [loi n° 2015-992 du 17 août 2015](#), le [décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015](#) ...

comme l'« affaire du siècle »<sup>27</sup> ou encore à des manifestations comme celles de « Youth For Climate »<sup>28</sup>.

On relèvera également des dispositions réglementaires qui freinent ou empêchent les projets du fait par exemple de plans locaux d'urbanisme (intercommunaux) non adaptés, de décisions (sans recours) pris par des architectes des bâtiments de France sur la base de critères de « conservatisme idéologique », de recours administratifs très longs, de règlements d'urbanisme sans contrainte (récupération d'eau de pluie, photovoltaïque, solaire thermique...) et donc qui ne préparent pas l'avenir.

Encore une fois, on ne peut que constater et regretter l'écart entre le temps politique et le temps climatique, mais nous avons vu comment émergent les grandes avancées sociales, comment nourrir la démocratie. Là encore, ces évolutions demandent du temps.



## LE CHANGEMENT

Il faut le reconnaître, nous n'aimons pas vraiment le changement. On pourrait même dire que nous sommes des êtres fondamentalement conservateurs. C'est vrai au niveau professionnel, ça l'est également pour nos modes de vie. Chacun a en effet ses habitudes et a du mal à en changer : « *Je sais que je devrais manger moins de viande, prendre moins la voiture, arrêter de fumer, changer de banque, mais...* ». Et encore une

---

<sup>27</sup> [L'Affaire du siècle](#) a été initiée fin 2018 par quatre associations (Fondation pour la nature et l'homme, Greenpeace France, Notre affaire à tous et Oxfam France) afin de poursuivre l'État en justice pour inaction en matière de lutte contre le réchauffement climatique

<sup>28</sup> [Youth for Climate](#) est un mouvement citoyen implanté en Belgique et en France, s'inscrivant dans l'initiative *Fridays for Future* initiée par la militante écologiste Greta Thunberg dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique

fois, l'absence d'évolutions structurelles portées par l'Etat ne nous y aide pas.

Pour beaucoup, le changement à travers l'innovation est souvent moins apprécié pour ses bénéfices futurs incertains que pour ses pertes immédiates. Le changement ouvre sur l'inconnu, sur la peur de ne plus maîtriser ce qui nous arrive. L'expression « *un tien vaut mieux que deux tu l'auras* » invite ainsi à une certaine prudence et à rester dans sa zone de confort, même si on sent bien qu'elle se dégrade lentement. Dans la casserole, la grenouille s'habitue à l'eau qui chauffe progressivement.

Fable issue d'expériences en 1882 à l'institut Johns-Hopkins (EU) : « *Si on plonge subitement une grenouille dans de l'eau chaude, elle s'échappe d'un bond. Mais si on la plonge dans l'eau froide et qu'on porte très progressivement l'eau à ébullition, la grenouille s'engourdit ou s'habitue à la température pour finir ébouillantée* ».

Pour illustrer cette réticence au changement, consciente ou non, on entend souvent des expressions de type « *oui mais quand même* », « *ça finira bien par s'arranger* », « *les scientifiques vont bien trouver une solution* », « *changer à mon niveau ne servira pas à grand-chose, le problème ce sont les chinois* », « *on est trop sur Terre* », « *on ne va pas retourner à la bougie* », « *nous ne sommes pas des amishs* »... Cette manière de couper court aux échanges est sans doute révélateur d'une forme de peur d'ouvrir la boîte de Pandore notamment climatique. Cette posture conduit alors à reporter toujours plus tard les décisions difficiles à prendre.

Enfin, beaucoup de nos aînés considèrent avoir le droit, après une vie de labeur, de profiter des années qu'il leur reste. « *Après avoir travaillé toute ma vie, ce n'est pas à mon âge que je vais changer !* » disent-ils sur un ton plus ou moins véhément et avec une forme de nostalgie de ce

qu'ils ont vécu. Or, les séniors représentent un cinquième de la population française et plus d'un quart des votants. Leur niveau de vie moyen est supérieur de près de 9 %<sup>29</sup> à celui du reste de la population. Avec ce poids économique et électoral, actuel et à venir, on mesure alors la difficulté des changements à enclencher.

Nous le savons, l'accompagnement au changement est l'un des sujets les plus difficiles à engager dans les enjeux de transformation, tant sur le plan professionnel que personnel. Il mobilise en effet beaucoup des facteurs évoqués ici. Là encore, un travail sur soi est indispensable pour décrypter, comprendre et progresser. Ce travail demande lui-aussi du temps.



## LA PRÉOCCUPATION

Les appels à la sobriété et à faire évoluer ses modes de vies sont parfois ressentis comme une agression, et sont à minima inaudibles par une frange de plus en plus importante de la population française dont la préoccupation porte en priorité sur ses besoins de base : manger, se loger, se chauffer, se déplacer... L'INSEE évaluait en 2018<sup>30</sup> à 9,3 millions le nombre de personnes vivant avec moins de 1 063 €/mois, seuil de pauvreté en France, soit environ 15 % de la population. On parle aujourd'hui de plus de 12 millions de personnes après la crise sanitaire.

Certaines d'entre elles font la relation entre la « fin du mois » et la « fin du monde », d'autres sont uniquement sur la question sociale, ce qui peut se comprendre. Le sujet des transitions est donc à aborder avec beaucoup de prudence. « *Nous sommes à la limite de la survie et vous*

---

<sup>29</sup> Calcul prenant en compte la valeur locative du logement possédé par les propriétaires occupants (sortes de loyers fictifs), source : [Xerfi Spécific](#), novembre 2021

<sup>30</sup> [Pauvreté en France en 2018](#), INSEE



*osez nous parler de sobriété ?* » entend-on. Ces personnes subissent cette situation et leur marge de manœuvre est très limitée. De plus, leur impact sur l'environnement est bien plus faible que celui des plus aisés. Les 1% les plus riches émettent par exemple 70 fois plus de CO<sub>2</sub> que les 50 % les plus pauvres<sup>31</sup>. Ne nous trompons donc pas de cible.

Dans un autre registre, certains secteurs d'activités (énergie, finance, agriculture, automobile, grandes surfaces ...) s'activent en coulisse, via des lobbyistes, pour préserver les infrastructures et les dispositifs qui leur sont favorables (transactions financières, produits phytosanitaires, taxonomie verte de l'énergie...), retardant ainsi les transformations à engager. Leur (pré)occupation n'est pas du tout la même.

L'entrée sur ces sujets de transition, de transformation, doit donc se faire de manière différenciée et dans tous les cas s'inscrire dans le temps.



## **LA GOUVERNANCE**

Le pouvoir de décision dans l'espace public constitue un point clé pour engager de telles transformations, mais on peut relever au moins deux types de difficultés.

Le premier relève des organisations elles-mêmes, la plupart pyramidales, héritage d'un jacobinisme qui a diffusé dans les régions, les départements, les métropoles. De manière caricaturale, ces organisations sont stratifiées, fonctionnent en silo sans véritable transversalité dans les politiques publiques, sinon dans les discours. La situation progresse un peu, mais avec lenteur. Heureusement, des personnes au sein des services et parmi les élu.es font un travail exceptionnel de facilitation pour faire avancer les projets, pour déminer

---

<sup>31</sup> [1% les plus riches émettent 70 fois plus de CO<sub>2</sub> que les 50 % les plus pauvres](#), Novethic, janvier 2022

le terrain. A défaut d'évolutions structurelles au sein de ces organisations, le « *jeu en interstice et en relationnel* » permet tout de même d'avancer, mais encore faut-il « *savoir et pouvoir jouer* ». Et ce n'est pas très sain en matière de démocratie.

Le second concerne les dirigeants à la tête de ces organisations. Même si la situation commence également à changer avec notamment l'arrivée de jeunes élu.es, les mâles dominants et grisonnants à fort taux de testostérone sont encore bien présents. On ne peut que constater un monde encore dominé par des hommes qui, pour beaucoup, s'agitent dans le « bac à sable » de l'entre-soi et de l'ambition personnelle. Souvent en difficultés sur les questions de connaissances, d'imaginaire et de coopération, même si beaucoup sont persuadés du contraire, ces dirigeants vont devoir oser sortir du cadre, sortir de leur « moi-je » pour articuler leur « je-nous ». Aidons-les, avec toujours cette bienveillance et cette humilité qui parfois nous fait défaut. Ne serions-nous pas ici sur du temps générationnel ?



## LA DÉFIANCE

Une défiance s'est progressivement installée dans notre société et touche désormais beaucoup de domaines comme le progrès, la science, les médias, la parole publique... La confiance en la démocratie représentative a laissé place à une abstention record aux élections, à de l'agressivité et à des contre-vérités sur les réseaux sociaux.

L'étude du CEVIPOF 2009-2019<sup>32</sup> nous révèle ainsi que 83 % des français (sondés) jugent notre système démocratique mieux que tout autre système et que plus de 55 % s'intéressent à la politique. En revanche, ce système est considéré comme ayant du mal à décider (70 %) et à bien

---

<sup>32</sup> [2009-2019, la crise de la confiance politique](#), SciencesPo CEVIPOF, janv. 2019

maintenir l'ordre (44 %). Par ailleurs, 60 % considèrent que c'est plutôt aux citoyens et non au gouvernement de décider ce qu'il y a de meilleur pour le pays, rejoignant quelque part la petite musique de fond « *si tu fais sans moi, tu fais contre moi* ».

Alors, compte tenu de ce contexte, ne faudrait-il pas « *que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement ?* » A cette question posée par l'IFOP en octobre 2018<sup>33</sup>, 41 % des français sont tout à fait d'accord (11 %) ou plutôt d'accord (30 %), et 59 % ne sont plutôt pas d'accord (31 %) ou pas d'accord du tout (28 %), avec une typologie de personnes bien situées. Que deviendront ces taux de réponse si, comme il est probable, la situation se dégrade ?

Cette fronde qui monte ne serait-elle pas due en partie au fait que, par le passé, nous avons échangé du « pouvoir d'agir » contre du « pouvoir d'achat », avec la promesse d'un lendemain meilleur, en particulier sur le plan matériel ? A l'heure où « *les prochaines générations pourraient moins bien vivre que leurs aînés* »<sup>34</sup>, cette forme de contrat social semble rompue et la chasse aux responsables est ouverte, dans un climat d'agressivité délétère. Chercher à remplacer les « incompetents » devient alors une forme de thérapie individuelle et collective. Mais ne sommes-nous pas tous un peu responsables de cette situation ? En tous cas pas nous répondent les jeunes !

L'histoire ne nous apprend-elle pas le débouché politique de telles pratiques ?

---

<sup>33</sup> [Les français et le pouvoir](#), IFOP, octobre 2018

<sup>34</sup> [Catastrophes climatiques pour les moins de 40 ans](#), Céline Deluzarche, Futura Planète, octobre 2021

Vendredi 5 août 2022, le ministre français de la Transition écologique annonçait que plus de 100 communes n'avaient plus accès à l'eau potable. Des camions d'eau potable étaient acheminés dans certaines d'entre elles.

*La vidéo ci-contre nous montre une situation illustrant assez bien les tensions entre personnes en cas de pénurie d'eau, avec des réactions assez caricaturales, à méditer.*



<https://imtcast.imt.fr/video/3877-reunion-municipale/?autoplay=true>

Si une défiance peut s'installer rapidement, celle dont on parle a pris racine sur plusieurs décennies. Il va donc être difficile et long de (re)créer les conditions de la confiance.

Ne devrait-on pas alors essayer la voie de la coopération, aussi difficile soit-elle ?



## LA COOPERATION

Avec la compréhension des enjeux, des freins et leviers multifactoriels, techniques et surtout humains avec ce « *putain de facteur humain* »<sup>35</sup> qui nous caractérise, ne pourrait-on pas essayer de créer les conditions de la confiance et de la résilience territoriale avec des approches coopératives réelles et sincères entre associations, collectivités, entreprises et Etat ?

---

<sup>35</sup> Le PFH ou « *putain de facteur humain* » est une expression employée au Québec. « *C'est ce qui fait que l'on ne passe pas de ce qu'on sait à ce que cela implique* », explique l'astrophysicien Hubert Reeves, extrait du magazine "Ouvrez le 1", 13 mars 2019, Franceinfo canal 27. On pourrait prendre le contre-pied et parler de « *précieux facteur humain* »

Puisque nous ne croyons plus aux « déclarations d'amour » de nos dirigeants, quels qu'ils soient, pourquoi alors ne pas oser travailler ensemble sur des « (é)preuves d'amour », avec bienveillance et humilité ?



Extrait du film *Human* de Yann Arthus-Bertrand

<https://imtcast.imt.fr/video/3878-pyramide/?autoplay=true>

Mais ne nous y trompons pas, coopérer ne consiste pas simplement à collaborer ou à se coordonner. Il s'agit d'être co-auteur d'un projet commun, d'articuler les enjeux « d'intérêt, de dispositif et de sens »<sup>36</sup>. La coopération pose donc la question de la gouvernance et de la qualité relationnelle.

Et même si la coopération n'est pas une spécialité française, la situation actuelle n'appelle-t-elle pas à cet apprentissage, encore une fois avec bienveillance et humilité ? Avons-nous d'autres choix ?

## **ET S'IL FALLAIT CONCLURE...**

Les transitions ne peuvent pas se résumer, comme on l'entend souvent, à un nombre d'éoliennes, de voitures électriques, d'hydrogène vert, de logements rénovés... même si la technologie est indispensable. Et puisque nous n'avons pas pris ce « grand virage » il y a plus de 50 ans, puisque nous n'avons plus que quelques années devant nous pour agir, il nous faudra compter uniquement sur les technologies déjà disponibles.

La plupart des freins aux transformations sont en fait d'ordre culturel, social, philosophique, anthropologique. Ils expliquent en grande partie « *pourquoi les transitions n'avancent pas plus vite* », en tous cas bien moins vite que l'horloge climatique.

---

<sup>36</sup> [Coopérer pour réussir les transitions : un projet de politique territoriale ?](#), Collège des transitions sociétales, Flash TES N°8, juillet 2020

Avec le niveau actuel de savoir, l'humanité dans son ensemble ou l'humain dans son individualité ne semble visiblement pas encore capable d'anticiper les catastrophes clairement annoncées. Sans doute faut-il attendre un stade plus avancé de l'évolution humaine pour que nous puissions un jour le faire. Au final, ne sommes-nous pas simplement en devenir d'humanité, sur un chemin jonché d'obstacles que nous créons nous-mêmes ?

Aussi, au regard de la situation actuelle et pour utiliser la terminologie des scientifiques du GIEC, il est « très probable » que les transformations que nous allons subir prochainement vont bousculer ces différents facteurs, et ce avec des conséquences peu agréables. Aussi, ne nous faisons pas d'illusion, nous ne serons pas au rendez-vous de l'histoire, « *nous n'en sommes plus qu'à décider du niveau de gris de notre avenir* » comme nous l'explique Dominique Bourg<sup>37</sup>.

« *Tout ça pour ça* » diront certain.es qui espéraient sans doute, à l'issue de ce cinquième article, trouver une bonne nouvelle, des solutions miracles, une feuille de route claire et optimiste, alors qu'au final l'auteur nous invite à s'engager pour « le moins pire ».

Nous qui savons, qui pouvons et qui voulons, l'invitation serait alors de travailler sur nous et avec les autres pour accepter cette réalité sans toutefois inhiber nos engagements, et pour éviter que « [...] *dans ce clair-obscur surgissent les monstres* »<sup>38</sup>. Nous nous devons en effet de créer de la démocratie locale, du lien social dans nos quartiers, dans nos

---

<sup>37</sup> Dominique Bourg est un philosophe franco-suisse, professeur honoraire à l'université de Lausanne. Il a présidé jusqu'en décembre 2018 le conseil scientifique de la Fondation pour la Nature et l'Homme. Il a publié plusieurs ouvrages dont *Science et prudence. Du réductionnisme et autres erreurs par gros temps écologique*, co-écrit avec Nicolas Bouleau, PUF, 2022

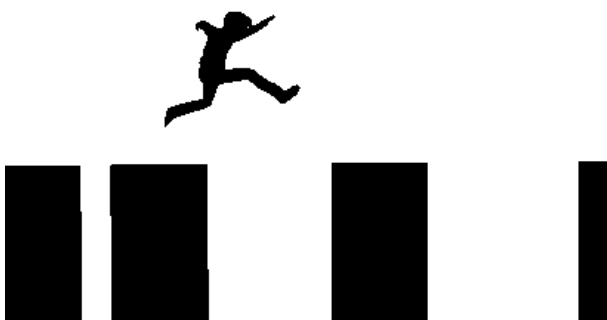
<sup>38</sup> *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres*, Antonio Gramsci (1891-1937), cahier de prison, 1929

communes, là où nous vivons, en solidarité avec d'autres.

Et même s'il y a urgence, il ne sert à rien de s'agiter, de (se) faire peur, d'angoisser. Continuons à prendre le temps de former et de donner envie, mais sans le perdre. Faisons le pari du long terme, de l'éducation, de la solidarité, faisons le pari des principes démocratiques, mais aussi et surtout celui de l'action concrète avec plus de « faiseurs » et moins de « diseurs ».

Faisons notre part tout simplement, en faisant la fête et pas la tête !

Et puis on ne sait jamais, « *ça finira peut-être par s'arranger* ».



---

Pourquoi les transitions n'avancent pas plus vite ?





## **DU MÊME AUTEUR**

### ***LA CHANTRERIE, UN TERRITOIRE DU FAIRE-ENSEMBLE***

>> *L'histoire de dynamiques collectives pour un territoire en transitions*

Programme partenarial Transition Énergétique & Sociétale,  
Cahier des territoires du faire-ensemble, mars 2017

### ***TERRITOIRES EN TRANSITION ÉNERGETIQUE ET SOCIÉTALE***

>> *Quel rôle pour les dynamiques collectives en Pays de la Loire ?*

Ouvrage sous la direction de Samuel Aubin, Carine  
Dartiguespeyrou et Bernard Lemoult, Edition Avant-garde,  
L'Harmattan, février 2018

### ***DES OBEIS-MOI ?!***

>> *Regards croisés sur la désobéissance civile en démocratie  
face à l'urgence écologique*

Ouvrage collectif sous la direction de Bernard Lemoult et  
Marine Jaffrézic, Edition Collège des transitions sociétales,  
février 2020

### ***DEMOCRASI !?***

>> *Regards croisés sur une démocratie locale à la hauteur de  
l'urgence écologique et sociale*

Ouvrage collectif sous la direction de Bernard Lemoult,  
Edition Collège des transitions sociétales, juin 2020





# TRANS(DÉ)FORMATION

## POURQUOI LES TRANSITIONS N'AVANCENT PAS PLUS VITE ?

Lorsqu'un danger immédiat se présente, et même si nous en prenons conscience tardivement, nous devrions normalement prendre les mesures d'urgences qui s'imposent. C'est ce que font en tous cas les bateaux lorsque des récifs apparaissent, ils changent de cap (pas les récifs).

Dans un contexte où la communauté scientifique internationale annonce et documente depuis de nombreuses années deux irréversibilités majeures, les changements climatiques et l'effondrement de la biodiversité, avec des conséquences sociales mondiales sans précédent, on aurait pu imaginer que la communauté humaine réagisse en conséquence.

Mais le constat est là, l'horloge climatique avance beaucoup plus vite que les quelques transformations sociétales annoncées.

### **Alors pourquoi les transitions n'avancent pas plus vite ?**

Sur la base de lectures, de rencontres et d'expériences de terrain, l'auteur a souhaité partager quelques freins multifactoriels pour mieux travailler ensemble les questions de résilience territoriale, avec plus de « faiseurs » et moins de « diseux ».



Bernard Lemoult est directeur de recherche à IMT Atlantique. Il a présidé pendant 20 ans l'Association Technique Energie Environnement Grand ouest. Il a créé et dirigé le Collège des transitions sociétales de 2013 à 2021. Il a créé et dirige l'AFUL Chantrerie ASL, depuis 2010. Il préside également la SAS EnR Chantrerie.